

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 284 PEROU: LA PARTICIPATION POPULAIRE VUE PAR LA COMMISSION SOCIALE DE L'ÉPISCOPAT

La participation populaire à la "révolution péruvienne" est l'un des objectifs essentiels du régime militaire de ce pays (cf DIAL D 213). Pour y parvenir, il a, voici plusieurs années, créé le SINAMOS, Système national de mobilisation sociale, dont les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes.

Sur ce problème, il est intéressant de connaître la prise de position de la commission sociale de l'épiscopat péruvien, publiée le 4 décembre 1975. La signification de ce nouveau document est à rapprocher de celle qu'avait eu, en 1971, la déclaration de l'épiscopat sur la justice sociale. On avait dit, à l'époque, que cette déclaration représentait un apport théorique important à un régime "socialiste" manquant de contenu idéologique.

Dans le document récemment publié on notera en particulier la reconnaissance de la primauté du pouvoir populaire sur le pouvoir militaire, ainsi que la mise en garde finale contre les références chrétiennes du régime.

(Note DIAL)

LA PARTICIPATION POPULAIRE - UN POINT DE VUE CHRÉTIENINTRODUCTION

Si l'on prend en considération le caractère politique que revêt la question de la participation populaire, il importe de rappeler quelle est la perspective dans laquelle se place l'Eglise pour parler de ce sujet. Deux aspects sont à souligner:

1) L'Eglise affirme sa transcendance par rapport aux modèles politiques concrets, car, en vertu de sa nature, elle n'est liée à aucune forme particulière de civilisation humaine et sa mission "n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou social" (Gaudium et spes, 42).

2) L'Eglise réclame le droit d'avoir une opinion sur les problèmes sociaux, économiques et politiques afin de pouvoir, dans les processus historiques concrets, signaler les valeurs et contre-valeurs qui y sont contenues en fonction du royaume de Dieu.

Avant de donner les éléments de la réponse de l'Eglise à cette question, nous donnons un aperçu historique sur les relations entre foi et politique, ainsi que sur la position actuelle de la pensée sociale de l'Eglise.

a- L'annonce du royaume de Dieu est le thème du message de Jésus

L'Ancien testament prépare la révélation plénière en Jésus-Christ. La prédication de Jésus est l'annonce d'un royaume de Dieu qui est déjà présent parmi les hommes mais qui ne s'oppose pas à des projets politiques précis. Les chrétiens ne peuvent identifier le royaume de Dieu avec aucun modèle politique; c'est en ce sens que nous n'en avons pas à proposer à la société. Mais la foi nous présente une vision de l'homme et de la société qui constitue une instance critique permettant de juger tout processus politique, de dénoncer les contre-valeurs et de stimuler les valeurs dans l'engagement pour la lutte en faveur d'un monde plus humain.

Le critère de la présence de Dieu est l'évangélisation des pauvres comme signe de libération (Luc 4, 18-21). Jésus s'identifie aux pauvres (Matthieu 25, 40 et 45). La fidélité de l'Eglise aux pauvres revêt une double dimension. C'est, en premier lieu, la rencontre avec le Seigneur Jésus: "Vous êtes pour nous le Christ", déclare Paul VI aux paysans colombiens (23 août 1968). C'est, en second lieu, le fondement de la critique sociale et politique que l'Eglise peut faire: l'oppression des pauvres est une contre-valeur par rapport au royaume de Dieu; la libération des opprimés est par contre une valeur.

Il convient de faire deux observations sur cette libération:

- 1) La libération effectuée par Jésus est celle du péché et n'est donc pas exclusivement une libération politique. Mais cette libération suppose que la liberté existe dans tous les domaines de la vie humaine dans lesquels l'oppression est le fruit du péché.
- 2) Les pauvres qui acceptent et accueillent l'évangile ne s'identifient pas exclusivement avec une classe sociale déterminée. Mais étant donné que la majorité de la population de notre pays est pauvre et marginalisée, et en même temps croyante, la libération des classes opprimées doit être comprise comme étant le progrès intégral ou le passage de conditions de vie moins humaines à des conditions plus humaines (Populorum progressio, 21).

b- Les dimensions politiques de la foi chrétienne dans l'Eglise primitive

La foi vécue par les premiers chrétiens a eu des implications politiques. La fidélité au Dieu vivant a été à la base d'une vive résistance à la confusion du politique et du religieux qui servait, par la divinisation de l'empereur, à faire l'unité de l'empire romain. Par un étrange paradoxe, cette prise de position a été qualifiée d'"athéisme". En fait, le "théisme" des chrétiens implique nécessairement l'"athéisme" envers tout autre dieu qui n'est pas le Seigneur révélé en Jésus-Christ. Aucune réalité humaine ne peut être divinisée sans porter offense à la majesté du Dieu unique.

De nos jours, croire en Dieu c'est accepter dans la foi le Père qui nous invite à bâtir la fraternité et la solidarité humaine. Il y a athéisme pratique et réel là où règnent l'injustice et l'exploitation, même si on confesse Dieu et le loue en paroles et dans un culte extérieur. "Là où la paix sociale n'existe pas et où prédominent d'injustes inégalités sociales, politiques, économiques et culturelles, là se trouve rejeté le don de la paix du Seigneur, et, davantage encore, le Seigneur lui-même" (Medellin, document sur la paix).

c- La chrétienté, modèle de présence politique des chrétiens

La conversion de Constantin au christianisme marqua la fin de la clandestinité de l'Eglise et le commencement de la "chrétienté". Ce type de relation foi et politique se définit par la convergence des forces sociales et religieuses. Les convictions religieuses sont le ciment de l'unité et de la cohésion sociale, et les forces sociales assurent et maintiennent l'appartenance religieuse. L'adhésion des chrétiens à leur Eglise est maintenue non seulement par décision personnelle relevant de la foi des croyants, mais aussi par les sanctions sociales comme, par exemple, la moindre considération pour les droits des non croyants. L'exemple extrême de l'usage de la violence physique dans un but religieux est celui de l'Inquisition.

d- Un modèle différent: l'Eglise comme signe et sacrement

La culture européenne a été nourrie de la perspective religieuse de la chrétienté. Les sciences, les arts, la philosophie étaient harmonieusement reliés à la théologie, elle-même considérée comme science suprême. L'autonomie de ces différentes branches du savoir n'a été obtenue qu'à la suite d'affrontements pénibles avec les autorités théologiques et ecclésiastiques. Elle est aujourd'hui largement reconnue par l'Eglise. La virulence anti-religieuse initiale de la sécularisation s'est trouvée dépassée par une vision plus sereine de l'intégration du savoir et des différentes sphères de l'activité humaine.

Actuellement nous courons le risque contraire: à la place d'une Eglise qui avait le dernier mot en tout, une Eglise à laquelle on ne reconnaît aucun droit de parler sur aucun domaine de la vie humaine. Le religieux et le profane, le temporel et l'éternel sont tellement séparés que l'histoire se trouve divisée en phénomènes parallèles, voire divergents.

En acceptant la notion d'Eglise comme signe et sacrement, le concile Vatican II rétablit l'unité d'un seul et même processus historique dans lequel Dieu est à l'oeuvre pour rendre présent son royaume. Consacrée au service de ce royaume, l'Eglise signifie et sacramentalise l'action libératrice du Seigneur.

c- En résumé, cet aperçu historique permet de préciser la perspective dans laquelle l'Eglise se place pour réfléchir sur le problème de la participation politique.

1) L'Eglise ne peut ni proposer un modèle d'organisation politique, ni déterminer les modalités de son implantation, ni préconiser les moyens de sa défense.

2) L'Eglise peut et doit dénoncer les contre-valeurs en tout modèle d'organisation politique qui opprime l'homme.

3) L'Eglise peut et doit signaler les valeurs qui existent en tout modèle d'organisation politique qui est porteur de libération des opprimés

PREMIERE PARTIE - LA SITUATION ACTUELLE

Nous considérons comme toujours valables, dans leurs grandes lignes, les analyses de la situation faites par l'épiscopat latino-américain à Medellin et appliquées à la réalité de chez nous par les évêques du Pérou dans des documents successifs et récents.

En synthèse, la situation est décrite comme étant le résultat de la convergence du pouvoir oppresseur de "l'impérialisme international de l'argent" (Pie XII, Quadragesimo anno) et du colonialisme interne issu du pouvoir de minorités qui décident du destin de nos peuples sans tenir compte des masses.

Devant cette situation globale et caractéristique des peuples du Tiers-monde, le Pérou a choisi le difficile chemin de la réforme des structures, lequel est, pour de nombreux peuples, un chemin d'espoir. Mais c'est aussi un chemin rempli d'incertitudes et d'obstacles, car les pouvoirs du colonialisme interne et externe sont forts et constamment à l'oeuvre. C'est un devoir pour l'Eglise de contribuer à éclairer l'actuelle conjoncture politique.

Si nous prenons le binôme "Peuple - Forces armées" comme caractéristique du processus péruvien, nous pouvons souligner les trois aspects qui définissent le moment présent:

a- Nous nous trouvons dans un processus de transformation politique, sous la conduite des Forces armées, pour obtenir que le Pérou sorte de sa condition de pays capitaliste dépendant. Ce fait se traduit par la concentration du pouvoir dans le second terme du binôme, c'est-à-dire les Forces armées.

b- Nous nous trouvons également dans un processus de luttes et d'espoirs des secteurs populaires du pays, antérieur à l'actuelle régime politique et attendant de celui-ci un transfert réel de pouvoir. Ce second fait se traduit en concentration du pouvoir dans le premier terme du binôme, c'est-à-dire le peuple.

c- Enfin, le moment présent est caractérisé, chez ceux qui contrôlent la situation historique, par la peur de voir le transfert du pouvoir, c'est-à-dire le passage de la direction politique du second au premier terme du binôme, être l'occasion d'un vide dû au déséquilibre politique, d'une manipulation du peuple et d'une altération de l'ensemble du processus politique.

Parmi les trois points énumérés, le plus important et le plus décisif est celui de la libération que le peuple doit réaliser par lui-même et qu'il doit maîtriser. Aussi fondée que puisse être la peur exprimée dans le troisième fait, ou aussi valable que puisse être l'autorité indiquée dans le premier, la libération du peuple péruvien ne sera réelle que si elle est son oeuvre et menée sous sa responsabilité propre.

Le second terme du binôme doit donc être subordonné au premier: les Forces armées doivent avoir une conscience claire du caractère provisoire de leur action et de leur rôle au service du peuple.

DEUXIEME PARTIE - L'EGLISE DEVANT L'ANALYSE DES FAITS

a- Le dépassement du capitalisme dépendant

L'Eglise a dénoncé le caractère inhumain du capitalisme parce qu'il recherche le profit et la satisfaction individuelle sans se soucier de responsabilités sociales. Elle a aussi indiqué la possibilité de modèles socialistes dans la mesure où sont respectées des valeurs fondamentales comme celles "de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel qui garantissent l'épanouissement intégral de l'homme" (Octogesimo adve-

niens, 31). Nous n'avons donc rien à objecter aux transformations qui donnent aux travailleurs la possibilité d'accéder réellement aux décisions et à la propriété de l'entreprise; aux paysans, celle d'arriver à la propriété des terres qu'ils cultivent; aux moyens d'information et aux instituts d'éducation, celle de contribuer à la création de valeurs pour une société différente.

Mais nous tenons à dire qu'il reste encore des problèmes non résolus et dont l'existence manifeste la persistance de la dépendance du système capitaliste mondial. Les crises mondiales ont des répercussions qui vont s'aggravant pour nous, et l'écart entre la ville et la campagne continue d'augmenter. Dans son encyclique Mater et magistra, Jean XXIII mettait en garde contre cette inégalité grave. Mais cette dénonciation est encore plus dramatique dans les pays sous-développés, dans lesquels l'industrialisation ne précède pas la concentration urbaine et ne repose pas sur la richesse agricole; dans notre pays, les villes grandissent à une vitesse vertigineuse et la campagne, insuffisamment modernisée, ne peut répondre à la demande urbaine. Le coût social de notre modèle industriel retombe pour la plus grande part sur les paysans, alors que les masses urbaines ont davantage d'influence sur le plan de l'efficacité politique.

Par ailleurs, la concentration du pouvoir, que l'Etat favorise comme mode efficace de transformation des structures sociales, peut aussi servir de support à l'établissement d'une politique totalitaire et répressive, ce que ne désirent aucun des deux termes du binôme. C'est pourquoi le rapprochement du processus politique et du peuple, en particulier les couches de population qui ont été les plus opprimées et les plus exploitées, est aujourd'hui plus nécessaire que jamais si l'on veut réellement parvenir à un socialisme au contenu humaniste et chrétien.

Les effets de la convergence des facteurs économiques mondiaux et des facteurs internes se font également sentir sur le plan du chômage et du sous-emploi. La manière facile de résoudre ce problème consiste à gonfler artificiellement les effectifs de la fonction publique dont le financement se fait alors au détriment des investissements urgents dans d'autres secteurs du développement. De même, la construction d'édifices publics devrait être déterminée en fonction de critères de fonctionnalité stricte et de besoins réels.

Le processus révolutionnaire déclenché par les Forces armées ne sera pas radical s'il ne parvient pas à garantir du travail et un emploi à tous les péruviens, sans pour cela céder aux pressions de ceux qui détiennent l'argent et l'investissement uniquement en fonction du profit et du rendement individuel. Pour cela, il faut que le progrès de la Nation dans son ensemble, incluant l'incorporation des classes marginales, soit une motivation plus déterminante que les intérêts individuels. L'exemple du désintéressement et de l'austérité doit, en ce sens, être d'abord donné par les autorités les plus hautes. Le binôme "Peuple - Forces armées" signifie que le poids de la transformation politique, qui retombe sur les couches sociales les plus pauvres, doit être solidairement réparti en évitant non seulement l'existence d'une "caste privilégiée" mais même son apparition parmi ceux, militaires et civils, qui ont à assumer la responsabilité de l'actuel processus politique.

Aussi importants que soient les changements apportés aux structures

économiques, sociales et politiques, nous devons néanmoins reconnaître le rôle important que jouent l'esprit et la conscience de l'homme dans l'histoire en marche. Parce que la conscience de l'homme est pervertie par le péché, son travail et ses organisations véhiculent l'oppression et l'exploitation. L'Eglise porte une grande part de responsabilité tant dans le maintien de structures injustes que dans leur modification, selon qu'elle considère sa tâche et sa mission du point de vue du salut individuel ou de celui du royaume de Dieu qui libère et transforme la conscience des personnes tout autant que l'histoire entière.

Notre critique, dans l'analyse du moment actuel de la politique, est une critique qui nous concerne également. Nous reconnaissons que nous avons davantage besoin de gestes que de mots; gestes de l'Eglise et gestes des Forces armées montrant, pour les uns et les autres, que les pauvres et les opprimés sont le Christ dont le visage doit être reconnu, et que le peuple est celui à qui doit être confié la maîtrise de son destin.

b- Un peuple maître de son destin

L'objectif du processus politique, rappelé à plusieurs reprises par les autorités officielles, est la participation du peuple et sa capacité de décider de son destin. Nous savons cependant quelle est la distance entre des énoncés verbaux et les réalités concrètes. Comme pour l'Eglise, il doit y avoir pour le gouvernement un "critère de vérification" apte à mesurer l'écart entre la parole proclamée et l'oeuvre réalisée. Ce critère, c'est le pouvoir des plus pauvres, de ceux qui sont sans voix dans la société et aspirent à s'organiser librement pour défendre leurs droits.

On débat chez nous les modèles d'organisation populaire. Dans l'actuelle et difficile conjoncture économique et politique, une telle question ne doit pas dévier vers celle d'organisations populaires faites davantage d'un soutien organisé que d'une réelle expression de la participation du peuple. A l'heure du désarroi populaire devant la crise économique, reflet en partie de la crise mondiale, et de l'incertitude politique due à des mesures d'intimidation, il importe de préciser clairement - et l'Eglise entend y contribuer - si la recherche d'un modèle politique implique ou non la ferme résolution de reconnaître une participation libre et autonome.

L'objectif fixé, celui d'un peuple qui dirige son propre destin, ne peut être atteint par des méthodes qui sont la négation même des valeurs qu'on dit défendre et mettre en avant. La démocratie réelle par une participation totale ne se bâtit pas par l'autoritarisme, l'intimidation ou la manipulation par en-haut.

c- Le risque d'une manipulation du peuple

Nous ne souhaitons pas qu'on accuse l'Eglise d'être utopique et de n'avoir pas le sens du réalisme politique. Ce qui est probablement le plus caractéristique du moment présent est la peur que ressentent les dirigeants devant le risque de vide du pouvoir pouvant résulter du transfert de responsabilité des Forces armées au peuple.

L'hétérogénéité des organisations populaires qui se présentent comme canaux de participation provoquent également la confusion et l'indécision.

Par exemple, dans le secteur agraire, l'organisation coopérative, les comités de production, les ligues agraires, etc.

Mais aussi fondée que puisse être la peur, ce ne doit pas être elle qui est déterminante dans le choix des mesures à prendre. La peur empêche de distinguer clairement ^{qui sont} les acteurs du processus politique; elle mène à la confusion entre le peuple et ceux qui le manipulent, ainsi qu'à une répression indiscriminée des justes revendications populaires et des manoeuvres de groupes politiques intéressés à manipuler le peuple. Il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de discernement dans l'examen de la situation politique et de ses acteurs principaux.

Il faut néanmoins tenir compte du fait que le transfert du pouvoir n'est pas facile. Un peuple qui décide par lui-même doit être capable de manifester son désaccord avec des modèles élaborés par d'autres, si ceux-ci ont été écartés et n'ont pas recueilli les aspirations populaires (1). Il faut s'attendre à des tensions, des conflits, et leur chercher des solutions qui soient la mise en oeuvre des valeurs vers la réalisation desquelles doit s'acheminer le processus politique: le respect des droits de la personne humaine, le dialogue, la participation.

La peur et l'indécision de l'heure actuelle comportent la tentation de recourir à des mesures faciles et totalitaires qui seraient la négation de la liberté et de la dignité humaine. On identifie habituellement totalitarisme et athéisme. Il convient de faire les distinctions nécessaires, car il a existé et il existe des régimes politiques à caractère totalitaire qui assoient leur légitimité sur des motifs d'ordre religieux et des étiquettes chrétiennes. Il existe par contre des régimes de liberté et de démocratie qui ne se confessent pas chrétiens.

L'Eglise a dénoncé la violation du droit à la liberté religieuse car elle considère celui-ci comme l'exemple caractéristique de toutes les libertés humaines. Elle a condamné les totalitarismes qui prétendaient contrôler jusqu'à l'intimité sacrée de la conscience. Mais le droit à la liberté religieuse n'est qu'un élément du vaste ensemble des droits de l'homme. La dénonciation de l'Eglise ne concerne donc pas seulement la violation des droits religieux, mais elle s'étend à celle de l'ensemble des droits de l'homme et désigne ceux qui les violent, même s'ils disent justifier leur attitude par le christianisme. La caractéristique fondamentale de l'Etat totalitaire n'est pas l'athéisme, mais la violation des droits de l'homme en général. Cette violation est due au fait qu'un groupe social s'arroge la totalité du pouvoir politique en tant que représentant authentique et légitime de l'intérêt du peuple, sans possibilité aucune de confrontation réelle et publique de sa gestion politique avec le peuple qu'il dit représenter.

Bref, il serait intolérable que la conjoncture actuelle du pays débouche sur un Etat totalitaire dont la justification apparente serait de prévenir une manipulation du peuple par des groupes ou des partis qualifiés d'athées, et qu'ainsi soit supprimée toute garantie concernant les droits de l'homme les plus élémentaires. Par fidélité à l'homme et à tout homme, par fidélité aux pauvres et aux marginalisés de notre société, comme par fidélité à l'évangile annoncé par le Seigneur Jésus, nous ne pouvons admettre que le nom de chrétien soit utilisé

(1) Allusion au coup d'Etat d'août 1975 qui a vu le général Morales Bermudez succéder au général Alvarado à la tête de l'Etat